

PA
8371

Médiathèque VS Mediathek



1010805830

*PA 8371

1831

L'ARBRE

DE LA LIBERTÉ

EN VALLAIS, EN 1831.

par Ch^{re} Jean Joseph Blane
prof^{re} du collège
en collaboration avec les chanoines
marchés et claustraux.



Genève,

IMPRIMERIE A. L. VIGNIER, RUE DU RHÔNE,

Maison de la Poste, n° 64.

1831

PA 8371

8371



58/280

L'ARBRE

DE LA LIBERTÉ

EN VALLAIS, EN 1831.

La loi des élections qui vient de faire tant de bruit dans le canton du Valais, et qui, probablement, n'aura pas fini d'agiter les esprits, fut portée en Diète le 20 mai 1826. Avant de faire nos réflexions sur cette loi, il est essentiel d'en faire connaître les principales dispositions. Les voici : 1° Les Conseils communaux peuvent être composés de membres nommés à vie, ou de membres nommés à terme (art. 1^{er}). 2° Dans les Conseils à terme, la durée des fonctions des conseillers est de douze ans, et le renouvellement se fait par tiers (art. 10). 3° Les conseillers sont nommés à la majorité relative des voix, et les conseillers sortans sont toujours rééligibles (art. 24). 4° Les assemblées générales ne peuvent donner leurs suffrages qu'à un des candidats présentés (art. 13). 5° Pour la formation de la liste des candidats, le Conseil s'adjoint un nombre de notables pris hors de son sein, et qui ont voix délibérative pour ce choix (art. 15). 6° Le nombre de ces adjoints sera égal à la moitié des membres effectifs du Conseil. Lorsque le Conseil sera composé d'un nombre impair, ce sera la moitié, moins un. Ils seront pris parmi ceux qui auront exercé des fonctions supérieures dizénales ou de commune. Le choix en sera fait selon le rang des emplois qu'ils auront occupés. A égalité de rang et d'ancienneté, c'est l'âge qui en décide. Si leur nombre n'est pas suffisant, les adjoints seront alors pris parmi les individus les plus âgés qui jouiront d'un fonds de la va-

leur de mille francs (art. 16). (Voilà des privilèges dans une république ! ce ne sont pas les seuls.). 7° Les suffrages seront donnés de vive voix au bureau établi à l'écart (art. 25). 8° Le bureau se compose du président, du secrétaire et de deux scrutateurs, choisis par le Conseil dans ou hors de son sein (art. 26). 9° Le président et le vice-président sont nommés par le Conseil, et pris dans son sein ; leurs fonctions sont de deux ans ; ils sont toujours rééligibles (art. 19). 10° Le secrétaire du Conseil sera nommé de la même manière que le président et le vice-président, pris hors ou dans le Conseil, et parmi les notaires dans les communes où il y en a plusieurs ; le secrétaire du Conseil est aussi secrétaire de l'assemblée générale (art. 20). 11° Le châtelain et son lieutenant sont aussi nommés sur une présentation de candidats faite par le Conseil. Cette présentation comprendra nécessairement un notaire dans les communes où il y en a plusieurs (n'importe qu'aucun ne vaille rien !), et le bureau pour cette élection se compose de la même manière que pour la nomination des conseillers (art. 34 et 35). 12° Le Conseil de chaque commune nomme dans ou hors de son sein les députés au Conseil du dizain ; le président du Conseil en fera cependant toujours partie, et ces députés sont toujours rééligibles (art. 40). 13° Le Conseil du dizain nomme son président, son vice-président, le grand châtelain, le vice-grand châtelain, les députés à la Diète et les assesseurs au tribunal du dizain ; il nomme de même son secrétaire dans ou hors de son sein, et des scrutateurs parmi les membres dont il se compose (art. 45 et 46).

Telles sont les principales dispositions de cette fameuse

Note. Il est à remarquer qu'il n'y eut point de renouvellement intégral des conseils de commune à l'époque où la loi organique fut mise en vigueur.

loi appelée vulgairement *loi organique*. Tout homme de bon sens et impartial, qui voudra se donner la peine de lire attentivement cette loi, s'apercevra facilement qu'elle donne aux Conseils des communes une espèce d'omnipotence, en vertu de laquelle tous les emplois et toutes les places des communes des dizains et de la Diète pourraient être constamment occupés par les membres des susdits Conseils et par leurs protégés. Cette loi ôte au peuple une de ses plus précieuses libertés, et la dépouille d'un de ses droits les plus sacrés, celui de pouvoir librement choisir pour ses magistrats les hommes qui possèdent sa confiance, en forçant les électeurs, suivant les eas, ou à ne pas prendre part aux élections communales, ou à donner leurs suffrages à des hommes qu'ils détestent. Elle peut singulièrement favoriser les abus de tous les fonctionnaires publics, puisqu'elle leur fournit tous les moyens de se maintenir en place, même contre le gré de l'immense majeure partie du peuple. Elle établit des privilèges odieux en une république; elle transforme, en un mot, le pays dans une espèce de gouvernement aristocratique ou oligarchique, puisque tout, en dernière analyse, peut être réglé et administré par des hommes dont la nomination repose sur le bon plaisir et la volonté des Conseils communaux qui, eux-mêmes, ne dépendent pas du libre choix du peuple. Aussi a-t-elle, dit-on, été conçue par quelques fameux oligarques qui exerçaient dans le temps une influence et un pouvoir presque souverain sur la Diète souveraine.

Nous savons qu'il est bien des communes où les Conseils n'abusent pas des pouvoirs démesurés que leur accorde la loi, et qui savent consulter les vœux et les intérêts des peuples qui leur sont confiés; mais cela n'est dû qu'à la sagesse particulière des membres de ces Conseils. Nous savons par contre que dans d'autres communes les choses

vont bien autrement. Dans quelques communes le *népotisme* commence joliment à se montrer; dans d'autres l'on voit régner une *affiliation* qui ne vaut pas mieux que la hiérarchie de famille, et tout cela sans que le peuple, sans que les bons citoyens puissent opposer d'autre remède à ces maux que la patience. Mais quand on pourrait admettre qu'il n'y eût pour le moment nulle part des abus, le vice qui les consacre en existerait-il moins dans la loi, et ce vice radical ne pourrait-il pas les amener dans la suite ces abus?

La loi organique nous paraît violer la Constitution elle-même, qui déclare le Vallais *un état libre*, et *la forme de son gouvernement démocratique* (tit. II, art. 2), et qui consacre l'égalité des droits politiques de tous les citoyens aptes à les exercer (tit. IV, art. 5, 7 et 8). Sommes-nous un peuple? Notre gouvernement est-il véritablement démocratique, et nos droits politiques sont-ils égaux sous l'empire de la loi?... Plaisante liberté, singulière égalité que celle où les droits des citoyens sont livrés à la discrétion et aux caprices de quelques conseillers de commune et de quelques notables!... Je puis, je le sais, voter; je puis même être élu; mais mon vote et mon élection ne sont pas moins soumis à votre candidature et à vos *notabilités* privilégiées dont je puis fort bien être exclu, et qui peuvent me forcer à donner mon suffrage à des hommes que je serais plutôt porté à exclure moi-même, qu'à choisir pour mes magistrats, ou à ne pas participer du tout aux élections. Est-on libre à de telles conditions!...

Nos bons et chers frères du Haut-Vallais ont repoussé pour eux avec indignation dans le temps la loi organique. On dit même que quelques-uns de leurs députés avaient déjà déclaré hautement en Diète, que dans leurs dizains jamais cette loi ne serait reçue. Honneur et respect à de tels hommes! ils savent faire le sacrifice de leurs intérêts privés

aux intérêts publics ; mais ils n'ont pas besoin de *loi organique* pour conserver leurs places ; entourés de l'amour et de l'estime de leurs commettants, ils n'ont besoin que de céder à leurs vœux et à leurs prières pour continuer d'être à leur tête et d'avoir l'honneur de les administrer. Quoi qu'il en soit, les Haut-Vallaisans voulurent continuer d'être libres ; ils voulurent continuer à suivre, dans les élections de leurs magistrats, les réglemens où les usages qu'ils avaient volontairement et librement adoptés ; ils le voulurent, et personne ne s'avisa de les gêner. Nouvelle preuve que quand un peuple ne veut que ce qui est juste, et qu'il le veut avec force, il l'obtient. Quant au Bas-Vallais, il subit le joug de la loi organique. Mais comment ! Est-ce donc que le peuple la reçut cette loi ? Nullement. Le peuple n'a pas été consulté. Ces sortes de lois, comme on sait, ne sont présentées qu'aux Conseils des dizains ; et d'après ce que nous avons dit ci-dessus de la formation de ces Conseils et de ceux des communes, il ne sera pas difficile de concevoir pourquoi cette loi a été reçue. De plus, la loi pour son admission a été présentée dans tous les dizains du pays, et on dit que le Haut-Vallais, en la rejetant pour lui-même, n'a pas peu contribué à nous l'imposer. C'est un petit reproche, mais d'ailleurs très-fraternel, que nous nous permettons de lui faire. Ah ! s'il avait repoussé la loi pour nous comme pour lui, il nous aurait épargné la douleur de la recevoir ; et quelles obligations ne lui aurions-nous pas !... Mais pourquoi ne l'avez-vous pas repoussée vous-mêmes ? Nous avons déjà eu l'honneur de vous faire observer que nous n'avions pas été consultés. Oh ! si cette loi avait été présentée aux assemblées populaires, son sort n'était pas douteux ; et nous en aurions à coup sûr été délivrés à jamais comme vous !... Mais il fallait réclamer ?... Et comment l'aurions-nous pu avec succès, dès qu'elle était sanc-

tionnée et rendue exécutoire en vertu de la Constitution, avant même qu'elle nous fût connue? Ne nous aurait-on pas traités à cette époque avec bien plus de raison qu'on ne fait aujourd'hui, de *séditieux*, de *révoltés*, de *rebelles*; et la justice des baïonnettes et du canon n'aurait-elle pas été encore plus prompte alors, que maintenant, à soutenir le petit nombre de ceux qui demandaient de tous leurs vœux cette maudite loi?

Nous devons dire ici qu'il est possible et même croyable que le Haut-Vallais ait cru nous obliger en votant pour nous cette loi, parce que l'empressement des députés du Bas-Vallais à la solliciter et à la faire passer, a pu leur faire croire qu'elle nous convenait.

Mais accuserons-nous tous nos députés alors en Diète et aux Conseils des dizains d'avoir contribué à nous imposer cette loi? Non, certes, non. Nous savons que, soit en Diète, soit dans les Conseils dizénaux, un bon nombre de députés n'ont pas craint de se déclarer ouvertement contre elle. Il est même quelques-uns de nos dizains où elle a dû être repoussée par la majorité des votans. Mais enfin, avec le secours de ceux des dizains du Haut-Vallais, qui l'ont votée pour nous, elle nous fut imposée. Ce sont, nous le savons, parmi nos députés du Bas-Vallais, quelques-uns de ces hommes qui sont toujours les grands amis, les zélés protecteurs du peuple, les intrépides défenseurs de ses droits et de ses libertés, quand ils croient que cela est utile à leurs intérêts personnels, mais qui ne sont pas moins zélés et pas moins braves à nous donner des chaînes quand ils pensent que cela leur convient; et alors comme aujourd'hui cela pouvait leur convenir à merveille, pour conserver ou même pour cumuler les places les plus honorables et les plus lucratives du pays; ce sont, disons-nous, quelques-uns de ces hommes-là qui ont fait passer la loi orga-

nique en Diète et dans les conseils des dizains. Il est surtout en ce genre deux champions incomparables que nous nous abstenons de nommer, de crainte de blesser leur modestie. Hercule abattait avec bien moins de facilité les monstres avec son énorme massue que ces deux grands hommes font disparaître, par leurs habiles manœuvres, les obstacles qui pourraient s'opposer à la réception d'une mauvaise loi ! Que voulez-vous que nous y fassions, chers et bons frères du Haut-Vallais ?

Nous vous dirons même que, dans plusieurs de nos communes, cette loi n'a jamais été suivie, du moins dans toutes ses dispositions ; dans d'autres communes, seulement depuis un an ou deux. Mais enfin cela n'était guère possible partout et pour long-temps ; car vous savez aussi bien que nous que tel était l'état des choses, qu'il fallait que tous les citoyens d'une commune fussent unanimes à ne vouloir pas la suivre, pour n'y être pas forcés par l'autorité supérieure, et qu'un seul *brouillon* pouvait y astreindre tous les autres habitants ; nous connaissons des communes où cela est arrivé, et vous concevez sans peine qu'il n'est pas fort difficile à certaines gens qui s'y croient intéressés, et d'ailleurs habiles dans l'intrigue, de trouver dans une commune un homme de cette trempe, un pareil avocat. Ne nous faites donc plus de reproches, mais aidez-nous plutôt à bannir pour toujours de notre commune Patrie cette odieuse et maudite loi qui blesse bien plus encore *l'honneur national* que la plantation de quelques arbres de liberté, faite dans l'unique but d'obtenir l'abrogation d'une loi que vous avez bien fait de rejeter, ou que vous avez été heureux de n'être pas contraint comme nous d'accepter.

La loi organique nous paraît encore blesser la Constitution sous un autre rapport. L'article 2 dit que le *Vallais est régi par les mêmes lois, que les principes de l'organisation*

communale, ou des Conseils communaux, sont fixés par une loi applicable à toutes les parties du pays. Or cela n'est pas avec la loi organique, imposée seulement à une partie du pays, tandis que l'autre partie n'y est pas astreinte. A Dieu ne plaise que nous souhaitions pour nos frères une loi dont nous sentons nous-mêmes les funestes inconvénients ! mais il nous est bien permis de signaler une partialité étrange, qui n'est rien moins que conforme à la justice. D'après cette observation on verra sans peine que la loi organique n'a jamais été une véritable loi, par cela seul qu'elle n'a pas été commune pour tout le pays.

La Diète du mois de mai dernier fit à la loi organique quelques modifications. Elle réduisit à six ans, au lieu de douze, la durée des fonctions des conseillers, et augmenta de moitié le nombre des notables, parmi lesquels devaient se trouver *de droit* les officiers et les notaires. (Encore des *notabilités*, encore des *privilèges* !) Mais elle laissa subsister le vice radical de la loi, ce qui la rendait surtout, et à si juste titre odieuse : la *candidature* et les *notabilités privilégiées* ; elle augmenta même ce vice en doublant le nombre des notables et en plaçant dans cette catégorie privilégiée des gens qui étaient loin d'être du goût de nos peuples religieux, et de fournir toutes les garanties que l'on pourrait désirer. C'est dans cet état que l'on voulait de nouveau (bien entendu toujours pour le seul Bas-Vallais !) faire sanctionner cette loi par les Conseils des dizains de tout le Canton. Ici, avec tout le respect que nous devons avoir et que nous professons pour la plupart de nos députés à la Diète souveraine, nous nous permettrons de leur demander : 1° S'ils ne connaissaient pas parfaitement et long-temps avant la Diète de mai que la loi organique tout entière, et surtout la partie qui a été maintenue et aggravée, déplaisait souverainement à l'immense majeure partie de ceux à qui elle avait

été imposée ; 2° S'ils ont pu croire de bonne foi que la loi, ainsi amendée, serait reçue avec plaisir par le peuple et satisferait à ses justes vœux ? S'ils n'avaient pas cette connaissance, et s'ils ont cru satisfaire à l'attente que l'on avait conçue de leurs nouvelles délibérations, nous ne pouvons que les plaindre et gémir pour nous-mêmes de ce que ceux qui sont chargés de nos intérêts les plus chers ignorent ce que tout le monde connaît. Si au contraire ils connaissaient nos vœux et nos besoins, et que volontairement ils n'y aient pas satisfait, nous aurons encore bien plus lieu de les plaindre et de nous affliger. Nous aimons à croire qu'une bonne partie a combattu la loi et aurait voulu l'abroger ; mais que la malheureuse influence de certains hommes audacieux et intrigants l'a fait passer, comme cela était arrivé en 1826. Quoi qu'il en soit, à la nouvelle de la non abrogation de cette loi, Martigny, dont toutes les sections avaient adressé dès le mois de janvier leurs pétitions au Gouvernement pour le prier de rapporter cette loi, témoigna du mécontentement ; et le 23 mai, l'arbre de la liberté fut planté au Bourg. Bientôt plusieurs communes suivirent cet exemple. A la première nouvelle de la plantation de l'arbre à Martigny, le Gouvernement y envoya une Commission pour sommer ceux qui avaient planté cet arbre de l'abattre. La Commission n'ayant pas obtenu ce qu'elle demandait, le Gouvernement décréta l'envoi d'un bataillon avec deux pièces d'artillerie contre Martigny, mesure qui devait sans doute s'étendre aux autres communes qui avaient pareillement planté l'arbre. Le Gouvernement donna ensuite, le 29 mai, à tout le canton une proclamation connue de tout le monde.

Le 31 mai, une Commission composée des députés de presque toutes les communes, où l'arbre avait été planté, se rendit à Sion. Elle avait à sa tête, pour la représenter

auprès du Gouvernement, des magistrats distingués par leurs vertus sociales, par leur solide piété et par leurs lumières, et qui avaient rempli ou qui remplissaient encore de hautes fonctions administratives et judiciaires. Les magistrats, après avoir fait assez long-temps anti-chambre, furent enfin admis au Conseil-d'Etat; mais ils furent traités avec une hauteur et une urbanité dignes de certains potentats de l'orient. Sur la demande qu'ils firent de pouvoir introduire les députés des communes réclamantes, on envoya à ceux-ci l'ordre de garder les arrêts dans leurs chambres.

O Vallais! ô ma patrie! qui eût dit, il y a peu de temps encore, que tu serais si tôt destinée à voir régner dans ton Gouvernement *démocratique* de pareils actes de despotisme!

La Commission voyant qu'elle était loin d'obtenir la moindre chose, se hasarda de rompre ses arrêts, et quitta Sion pour s'en retourner chez elle. Cependant, pour ôter au Gouvernement toute espèce de prétexte, les arbres de liberté avaient été partout abattus, les attroupements entièrement dissouts; et, une Diète extraordinaire ayant été convoquée, on avait lieu d'espérer que tout s'arrangerait du mieux possible; lorsque tout-à-coup l'on vit arriver à Martigny un bataillon avec deux pièces d'artillerie, mèches allumées, sans que l'on connût le motif de cette brusque expédition militaire. On a dit ensuite qu'un individu de Martigny, nanti d'un mandat de quatorze particuliers, n'ayant pu obtenir de la Diète extraordinaire, avait dû tenir, dans une auberge à Sion, des propos menaçants contre la Diète. Nous disons *on a dit*; car l'individu assure, suivant les renseignements qui nous ont été donnés, ne les avoir pas tenu ces propos. Quoi qu'il en soit, la Diète, sur ces prétendus propos, décréta, *spontanément*, dit-on, l'envoi dudit bataillon.

Quoi ! Pères de la patrie, pour les menaces vraies ou supposées d'un seul homme, et d'un homme à ce que l'on dit, dans ce moment-là *pris de vin*, vous auriez *spontanément* ordonné l'envoi d'un bataillon avec deux pièces d'artillerie contre une commune de près de 4,000 âmes ! Le bataillon hivouaqua sur la place de Martigny-la-Ville, et les deux premiers jours, les canons restèrent non-seulement braqués, mais encore mèche allumée. Fort heureusement que les habitants de Martigny étaient alors depuis quelques jours fort paisibles, sans quoi le bataillon aurait pu payer cher ses bravades.

Le commandant de ce bataillon fit faire à ses troupes deux promenades militaires au bourg, en rang de bataille, avec canons, caissons, etc. Certes, ce sont là des exploits encore autrement fameux que ceux du Chevalier de la Manche, du grand Don Quichotte, dont le courage à jamais mémorable alla jusqu'à rompre sa lance contre des moulins à vent, et à se précipiter, l'épée à la main, sur un troupeau de moutons ! Faut-il s'étonner après cela, si les officiers de ce bataillon firent porter aux soldats, à leur retour à Sion, des rameaux de buis en guise de lauriers !

On entendit dire à des officiers *qu'il faudrait aller de suite incendier le bourg ; qu'il ne lui ferait pas plus de hacher en pièces toute cette canaille que de briser en mille morceaux la vaisselle dans laquelle ils prenaient alors leurs repas, etc.* Ne voilà-t-il pas des hommes qui entendent à merveille les lois de l'humanité, de la justice et de la charité chrétienne ! Ah ! si vous l'aviez fait, vous auriez ajouté un laurier de plus à votre triomphe, vous auriez pu alors retourner chez vous la tête poudrée des cendres des maisons de vos frères du bourg de Martigny, et les mains teintes de leur sang ! Je me trompe, vous auriez pu acqué-

rir un triomphe éternel, en recevant au bourg la couronne du martyr! Mais nous aimons à croire que c'était encore là de ces bravades si communes à ces preux que rien ne peut arrêter quand ils sont assis à leur aise au milieu des pots et des verres, et qui n'ont pas assez de jambes pour fuir quand l'ennemi se présente. La véritable valeur est plus modeste et plus humaine. C'est le propre de la lâcheté d'être ridiculement orgueilleux, féroce et sanguinaire. Toutefois, à en juger par leurs discours, ces beaux Messieurs auraient été beaucoup plus propres que les planteurs de l'arbre de la liberté à renouveler les horreurs qui ont eu lieu en France en 1793.

Un officier du Bas-Vallais, qui ne faisait pas partie de ce bataillon, a dû exprimer ses sentiments philanthropiques envers les habitants du bourg par cette belle phrase : « Je voudrais bien être un moment maître; je ferais fusiller au moins une trentaine de ces coquins-là, et j'aurais un singulier plaisir à dévorer leurs cœurs! » Les cannibales français de 1792 et 1793 ne parlaient pas mieux. Mais laissons ces dégoûtantes infamies qui ne blessent que trop *l'honneur national militaire*, et qui montrent de quel esprit sont animés quelques-uns de nos oligarques. Ce sont pourtant là des notables *de droit* que la nouvelle loi organique nous offrait.

Disons pour l'honneur de la troupe, qu'elle était loin de partager les sentiments et de tenir le langage des indignes chefs dont nous venons de parler. On a entendu un bon nombre de soldats déplorer la triste expédition dont ils avaient été forcés de faire partie, et déclarer que si on leur donnait l'ordre de tirer sur leurs compatriotes, pour le moins, ils renverseraient leurs armes.

En même temps que le bataillon descendait à Martigny, une nouvelle commission du Gouvernement l'y suivait pour

faire des enquêtes, que nous ne savons pas trop de quel nom qualifier. On exigeait de ceux qui étaient cités à la barre une soumission complète et aveugle à la Constitution et aux lois du pays. Y comprenait-on aussi la *loi organique*? Il le faut bien; sans quoi cette mesure aurait été plus que superflue envers les bons, braves et religieux habitants de Martigny. Comment les ennemis de l'inquisition religieuse d'Espagne caractériseront-ils l'inquisition politique de Martigny?

Le Gouvernement ne pouvait pas ignorer la manière dont la loi organique avait été imposée au Bas-Vallais; il devait connaître depuis long-temps les murmures, les plaintes du peuple contre cette loi; il pensait peut-être comme nous qu'elle violait la loi fondamentale de l'Etat; il avait sous les yeux l'exemple de ce qui s'était passé dans plusieurs autres cantons de la Suisse, où l'on avait fait des choses un peu plus graves que de planter *paisiblement* quelques arbres de liberté, et où, malgré cela, les illustres et savants magistrats de ces cantons avaient tenu une conduite pleine de prudence, de sagesse et de modération.

De plus, le Gouvernement connaissait fort bien les circonstances critiques du temps où nous vivons; il ne pouvait pas ignorer non plus qu'en rapportant la loi organique il maintiendrait dans le pays cette paix cette tranquillité, cette soumission, ce respect à l'autorité que tout bon citoyen aurait désiré y voir toujours régner, et que nos peuples religieux s'efforceraient constamment de conserver et de montrer en toute circonstance envers leurs magistrats, tant que la conduite de ceux-ci sera paternelle à leur égard, et qu'elle ne s'attachera pas à fatiguer leur patience par d'injustes refus. Mais le Gouvernement devait, ce nous semble, craindre que le contraire n'arrivât s'il s'obstinait à maintenir plus long-temps cette loi si justement détestée; cepen-

dant qu'a-t-il fait? Nous l'avons déjà dit, et tout le monde le sait, un arbre de liberté est par suite planté à Martigny. Ce devait être là un trait de lumière pour éclairer le Gouvernement sur ce qui seul pouvait arrêter le mal dès son principe et l'empêcher de se propager, et nous sommes convaincus que, si de suite après la plantation de ce premier arbre, il avait donné au Bas-Vallais une proclamation ou une circulaire dans laquelle il aurait promis de s'occuper sur-le-champ de l'abrogation de la susdite loi, Martigny aurait abattu l'arbre, aucune autre commune n'aurait suivi son exemple, et toute cette affaire se serait terminée par là, à la grande satisfaction sans doute et du Gouvernement lui-même et de tout le pays, ainsi qu'à celle de tous nos chers confédérés. Le Gouvernement n'a pas jugé à propos d'en agir ainsi. Nous n'accusons pas ses intentions; mais il nous semble que, quand sa conduite pourrait être avec fondement accusée d'avoir provoqué tout ce qu'il déplore et blâme si fort lui-même, il devrait être un peu plus généreux et se montrer un peu moins sévère qu'il ne paraît disposé à vouloir le faire. Nous ne concevons d'ailleurs pas comment il pourrait être à la fois dans cette affaire, *partie, accusateur, juge et exécuter*. Toute commission, tout tribunal, qui ne seraient pas censés *neutres*, pourraient, ce nous semble, entraîner des inconvénients que nous conseillons au Gouvernement d'éviter.

Venons maintenant à la proclamation du 29 mai.

Le Gouvernement commence par déplorer les événements; il regrette que la bonne réputation dont le pays jouissait ait été compromise, etc.

S'il y a eu autant de mal que vous le dites, nous le regrettons autant que vous; mais dans ce cas, ceux qui auraient pu et peut-être dû tout prévenir, tout empêcher, et

qui ne l'ont pas fait, pourraient-ils se croire à l'abri de tout reproche ?

Il qualifie ceux qui ont planté l'arbre de la liberté, de *séditieux*, de *rebelle*, de *factieux*; il appelle cet arbre l'*arbre de la licence*, un objet de *scandale public*, un *signal de désordre*, le *déshonneur et la honte des communes où il a été planté*.

Nos chers confédérés qui, dans plusieurs endroits, nous ont devancés dans la plantation des arbres de liberté, doivent être aussi flattés du compliment que nous.

Si tout ce que vous dites là est vrai, à qui encore les premiers reproches et la plus grande faute, sinon à ceux qui ont tout causé ? Mais quant à nous, nous laissons résoudre à chacun, comme bon lui semble, ces sortes de cas de conscience et d'honneur; les sentiments sur ce point, comme sur tant d'autres, pourraient être partagés; et nous avouons franchement que nous sommes loin de nous croire aussi coupables et aussi déshonorés que vous le prétendez, par la plantation de quelques arbres de liberté, faite uniquement dans le but de vous exprimer d'une nouvelle manière nos vœux pour l'abrogation d'une loi que vous-mêmes avez reconnue comme contraire à *l'intérêt public* dans votre proclamation du 4 janvier. Nos vœux à ce sujet n'ont jamais pu cesser de vous être connus. Vous saviez que l'on nous avait imposé cette loi par la force ou par la ruse et contre notre gré. Nos représentants à la Haute-Diète vous les ont dû mainte et mainte fois rappeler, ces vœux. Plusieurs de nous vous les avaient fait parvenir, long-temps avant la Diète de mai, dans des pétitions écrites avec le respect et la soumission que nous vous devons, ou par des députations *ad hoc* (parmi ces dernières on peut citer la grande commune de Bagnes). Pourquoi donc faire tant espérer et ne rien tenir ? Pourquoi ces refus éternels à écouter

nos justes réclamations, et ensuite nous venir traiter si durement pour avoir fait une chose que bien d'autres n'auraient peut-être pas attendu si long-temps à faire, et à laquelle ils ne se seraient peut-être pas bornés s'ils avaient été à notre place?

S'il y a *rébellion, désordre, sédition*, etc., à réclamer des droits dont on a été injustement dépouillé, il y aura bien, nous pensons, *rébellion, désordre, sédition*, un peu plus grave, à ravir ces droits, à en être les détenteurs, à vouloir soutenir l'injustice par la force des armes. Voulez-vous que nous citions en notre faveur le témoignage d'un homme qui ne vous paraîtra pas suspect? « La plus coupable des séditions, » dit saint Thomas, « est celle qui rapporte tout à l'avantage d'un seul (ou d'un petit nombre de *notabilités*), en violant les droits de tous les autres concitoyens; la destruction même violente d'un tel ordre de choses n'a pas le caractère de la sédition. » (Sum. Théol. 2, 2, Q. 42, art. 2, ad. 3).

L'avez-vous entendu, ô vous qui êtes si prompts à accuser et à condamner les autres; à vous excuser et à vous absoudre vous-mêmes?

« Mais à Martigny, des cailloux avaient été amoncelés autour de l'arbre, et une garde armée établie pour le garder. »

Cela est vrai; mais vous avez dû vous convaincre que ces cailloux et cette garde n'avaient rien d'hostile pour vous; sans quoi, quand un certain harangueur alla, pour ramener les plaignants à leur devoir, les traiter d'anarchistes, de rebelles, de séditeux, on aurait bien pu, en retour de ces bons offices, lui faire cadeau de quelques-unes de ces dragées, qui ne coûtent pas fort cher dans notre pays. Cependant aucune menace, aucune insulte ne lui fut faite, pas plus qu'à la Commission qui l'avait précédé, et qui, quoi-

que bien assez sévère, avait pourtant été avare de ces belles figures et de ces nobles qualifications que le Démosthène dont nous parlons prodiguait si *libéralement*. Que si, plus tard, quelques propos de résistance armée furent entendus, ce ne fut que lorsqu'au lieu de promettre au peuple ce que vous n'auriez j'amaï dû lui arracher, vous l'avez menacé de le faire mitrailler, s'il n'obtempérait promptement à vos injonctions, et décrété pour cette mesure l'envoi d'un bataillon avec deux pièces d'artillerie. Les cailloux et la garde placés auprès de l'arbre étaient bien peut-être une précaution contre un coup de main de certains oligarques, qui n'auraient pas été fâchés d'abattre cet arbre, pour lui en substituer un autre un peu plus semblable à celui que Gesler fit planter autrefois sur la place d'Altorf; mais ce n'était nullement une mesure de résistance contre le Gouvernement, que nos bons paysans aiment et respectent trop pour lui manquer à ce point, tant qu'il ne fera qu'exercer leur patience.

Le Gouvernement ne veut pas établir des lois par la force des armes.

Pourquoi donc décréter *ab irato* un bataillon avec de l'artillerie contre des gens qui ne vous demandaient que l'abolition d'une loi détestable?

Il ne veut pas non plus assujettir à des lois quelques communes plutôt que d'autres.

Pourquoi donc avez-vous assujetti le Bas-Vallais seul à la loi organique?

Il s'agit de la stabilité de nos institutions, il s'agit de l'honneur national offensé.

De quelles institutions? de celles qui étaient attaquées sans doute: or, comme il n'y avait que la loi organique d'attaquée, c'est évidemment de la *stabilité* de cette loi dont il s'agissait, quand vous nous annonciez votre bataillon

avec ses deux pièces d'artillerie. Venez encore nous dire après cela que vous ne voulez pas établir des lois par la force des armes !

Quoi ! pères de la patrie, vous portez une loi contraire à la loi fondamentale de l'état ; vous connaissez parfaitement que cette loi est détestable, qu'elle est pernicieuse, et que les peuples qui ont été assujettis à son joug n'ont cessé, ou d'une manière ou de l'autre, de vous exprimer leurs désirs de la voir rapporter ; et vous voulez la maintenir par la force des baïonnettes et du canon !... Et quand, pour vous demander l'abrogation de cette loi *d'esclavage*, d'une manière plus forte que nous ne l'avions fait jusqu'ici, nous osons élever quelques arbres de *liberté*, vous nous accusez de blesser *l'honneur national* ! ah ! craignez ! oui, craignez que votre conduite ne le blesse plus que la nôtre cet honneur *national*, dont nous sommes aussi jaloux que qui que ce soit !

Mais il s'agit aussi de la tranquillité publique.

Nous ne croyons pas que la tranquillité publique ait été réellement troublée par la plantation *paisible* de quelques arbres de liberté ; ce sont plutôt les mesures que vous avez jugé à propos de prendre qui ont troublé cette tranquillité.

Mais si la plantation des arbres avait réellement troublé la tranquillité publique, était-ce de la manière que vous l'avez voulu faire qu'il fallait s'y prendre pour rétablir cette tranquillité, ou bien en donnant au peuple des garanties que ses justes demandes seraient enfin exaucées, ce qui aurait amplement suffi pour tout apaiser ? Et quand cette précieuse tranquillité pouvait être conservée ou rétablie si facilement et d'une manière juste, vous préférez vous, nos administrateurs, tenir pendant long-temps et à grands frais, des troupes nombreuses sous les armes ! En vérité, vous entendez aussi bien l'économie que les autres intérêts

de vos administrés !... Mais votre mesure pouvait avoir des résultats bien plus funestes encore; elle pouvait allumer une guerre civile dans le pays; elle était surtout propre à renouveler les trop malheureuses divisions qui ont régné autrefois entre le Haut et le Bas-Vallais. Fort heureusement que les troupes, d'abord commandées contre Martigny, ne se montrèrent pas très-empressées à marcher. Vous vous rappelez sans doute qu'il y eut même des communes qui refusèrent positivement de fournir leur contingent pour cette expédition; d'ailleurs vous avez dû observer que, sur le nombre considérable des communes qui avaient planté l'arbre avant que votre expédition contre Martigny ne fût prête, il vous aurait fallu un bon nombre de bataillons, dans la supposition même que vous eussiez pu compter qu'ils se résigneraient à tirer sur leurs compatriotes, pour forcer les *rebelles* à respecter votre loi *organique*. Toutes ces raisons, jointes à l'intervention de quelques personnes sages et éclairées qui se trouvent pareillement au nombre des *rebelles*, écartèrent de notre patrie le fléau de la guerre civile, et non votre proclamation, beaucoup plus propre à tout perdre qu'à remédier à quelque chose.

Cependant, pour donner plus de poids à cette proclamation, vous y avez fait insérer une kyrielle de *dit-on* et de bruits étranges dont vous nous accusez d'être les auteurs.

Nous avons l'honneur de vous assurer que, sans votre proclamation, toute cette belle litanie serait très-vraisemblablement toujours restée inconnue à la plupart de nous et peut-être à tous. Après cela, nous vous dirons qu'il nous semble peu digne d'un gouvernement d'accueillir tous les bruits que des calomniateurs intéressés pourraient lui rapporter, et encore moins digne de les consigner dans une proclamation, en les imputant à des innocents. Quel était votre véritable dessein, en faisant retentir tout le pays de

chose encore plus précieux à leurs yeux que la liberté, que les esclaves ou les despotes ne sont guère d'ailleurs capables de bien apprécier. Quant à nous, dont elle blesse les plus chers intérêts, il ne saurait en être de même. Souffrez donc que nous persistions à vous demander l'abolition complète de cette maudite loi.

« Fidélité et obéissance à ces lois, qui sont la sauve-garde
« de la commune liberté. »

Quoi ! la loi *organique* aussi, cette loi *d'esclavage*, cette loi imposée au seul *Bas-Vallais* serait la sauve-garde de la *commune liberté* ! oh ! pour le coup, qui pourrait n'être pas émerveillé de la profondeur de votre raisonnement !

Quoi ! *fidélité et obéissance* à une loi *injuste, pernicieuse* ; à une loi contraire au pacte fondamental de l'état ; à une loi qui n'a jamais été et qui n'aurait jamais pu être une véritable loi, puisqu'elle manquait des conditions essentielles à toute loi ! Est-ce bien sérieusement que vous nous donnez de tels ordres, vous, nos guides, nos pères ! vous qui avez l'extrême bonté de nous assurer ailleurs que vous ne voulez pas nous imposer des lois par la force des armes ?....

« Les prétentions des rebelles de Martigny sont encore
« plus absurdes ; ils réclament contre la loi organique, et
« ils ne la connaissent pas encore ; ils ne savent pas même
« si elle existera définitivement. »

Est-ce donc que la loi organique ne pouvait pas être suffisamment connue partout depuis six ans qu'elle existait ?

Quant aux modifications illusoires ou nuisibles, faites dernièrement à cette loi, malgré les soins de la Haute-Diète à prendre toutes ses délibérations à huis-clos, elles étaient pareillement connues, et les Martignolins, comme leurs confrères des autres communes, ne feront aucune difficulté d'avouer qu'elles étaient loin de satisfaire à leurs désirs et à leurs justes réclamations. Enfin, partout aussi on pouvait

être bien convaincu que la loi passerait en 1831, avec autant ou même plus de facilité qu'en 1826, dans les conseils des dizains, parce que certaines gens n'étaient pas moins intéressées et avaient encore plus de pouvoir maintenant qu'alors à l'y faire admettre. Voilà pourquoi les habitants de Martigny et ceux des autres communes se sont empressés de parer à ce nouvel inconvénient par la plantation des arbres.

Mais vous, pourquoi auriez-vous si fort désiré que nous eussions attendu à réclamer ainsi contre votre *chère loi organique*, qu'elle eût de nouveau été sanctionnée par les conseils des dizains ? Ne serait-ce pas pour avoir le plaisir de nous traiter avec un peu plus de fondement, d'une manière encore plus douce et plus paternelle que vous ne le faites ? Mais alors, où auriez-vous pu trouver assez de beaux noms à nous donner, de foudres à nous lancer, de canons pour nous mitrailler, de soldats pour nous faire égorger ou de cachots pour nous enfermer ?

« Mais cette loi n'est qu'un prétexte, les factieux ne s'en tiennent pas là, etc.... »

Comment osez-vous parler de la sorte, après avoir acquis, et par les pétitions que vous aviez reçues avant la Diète, et par la Commission que vous avez envoyée sur les lieux, la certitude pleine et entière que les réclamants ne demandaient que l'abrogation de cette loi !

Vous avez été fort scandalisés de la devise, *religion, ordre et liberté*, placée à Martigny et ailleurs sur les arbres de liberté ; auriez-vous donc mieux aimé qu'on y en plaçât une toute opposée ?.... Nous vous prions de croire que la plupart de ceux qui ont planté l'arbre ou qui ont approuvé sa plantation, ont bien autant de religion et de conduite qu'un bon nombre de nos *notables privilégiés*, et qu'ils ne méritent pas plus de porter des chaînes qu'eux. Nous vous

prions pareillement de nous laisser croire, à nous, que la religion s'allie beaucoup mieux avec la liberté et l'égalité des droits politiques, qu'avec les privilèges, l'esclavage et l'oppression; et c'est là une vérité que nous nous offrons, si vous le souhaitez, à vous prouver plus tard.

« Le Conseil-d'Etat s'est vu contraint de déployer une force armée imposante. »

Comment! *s'est vu contraint!*... ah! dites plutôt : Le Conseil-d'Etat a préféré déployer une force armée imposante que de laisser sortir de sa bouche ces paroles de paix et de justice : *En tant que cela dépend du Conseil-d'Etat, la loi organique sera rapportée; il va convoquer une Diète extraordinaire à cet effet.* Voilà, nous le répétons, ce qui suffisait amplement pour faire cesser, dès le principe, les mouvements *inoffensifs* de Martigny, et pour prévenir ceux des autres communes. Vous n'avez pas voulu les prononcer ces paroles; vous avez refusé de la donner cette garantie; vous avez mieux aimé recourir à la force armée : nous le regrettons sincèrement et pour vous et pour nous. Quels résultats, en effet, a déjà produit et produira-t-il encore, ce déploiement d'une force armée imposante ? Il a provoqué et étendu rapidement, dans un grand nombre de communes, la plantation de cet arbre qui vous a si fort déplu, et qui, dans certains lieux, s'est faite en présence et sous les yeux même de la force armée, qui, s'il faut le redire, était en grande partie composée d'hommes qui auraient plutôt été disposés à embrasser ceux de leurs compatriotes qui réclamaient, par cette mesure, une *juste liberté*, qu'à tourner *leurs armes contre eux*. Cependant ce déploiement inutile et dangereux de la force armée aura réussi du moins à occasioner des frais considérables à la caisse de l'Etat; il aura réussi (nous le craignons fort, quoique nous fassions des vœux ardents pour le contraire) à faire naître des inimitiés et des haines

entre les enfants de la même patrie, peut-être à provoquer des vengeances particulières ; il aura réussi surtout à compromettre beaucoup plus gravement *l'honneur national* que la plantation de quelques arbres *de liberté* pour l'abolition d'une loi qui, tôt ou tard, devra également être abolie ; car, à ce sujet, nos demandes sont justes, et nous ne cesserons de les faire que lorsqu'elles auront été exaucées. Voilà les résultats de cette mesure, que vous dites avoir été contraints d'adopter !

Cependant vous dites, vers la fin de votre proclamation, qu'une *responsabilité immense pèse sur la tête* de ceux qui ont planté les arbres de la liberté ou qui ont approuvé et soutenu leur plantation, et que *le glaive de la justice va les frapper*.

Toujours des menaces, et des menaces toujours plus terribles ! Eh bien ! nous vous prions de croire que ces menaces ne nous épouvantent pas. Dussent toujours ces maux peser sur nos têtes, nous n'en continuerons pas moins à poursuivre notre cause, et nous nous estimerons même heureux de souffrir pour la justice. Toutefois, nous serait-il permis de vous faire ici deux questions ? 1° Si une responsabilité immense doit peser sur la tête de quelqu'un dans cette affaire, est-ce sur la tête de ceux qui ont généreusement tenté de délivrer leur patrie du joug odieux d'une loi injuste et funeste, ou bien sur la tête de ceux qui lui ont imposé ce joug et voulu l'aggraver ? 2° Si quelqu'un doit être frappé du glaive de la justice, sont-ce ceux qui réclament ou qui revendiquent des droits sacrés ou imprescriptibles, ou bien ceux qui usurpent et qui refusent de rendre ces droits à ceux auxquels ils appartiennent ? Répondez ; et vous, lecteurs impartiaux, décidez.

Hommes de bien, vrais amis de la Patrie, unissez-vous, etc.
A qui faites-vous cet appel si pathétique ? Aux amis sans

doute de la loi *organique*, à vos *notabilités* tant anciennes que nouvelles. Dans ce cas, il vous faudra très-vraisemblablement renoncer à l'espoir de former une *grande armée*. Mais qu'importe? . . . votre petite troupe d'*élite privilégiée* vaut, à coup sûr, cent fois mieux que cette *grande réserve réprouvée et séditeuse*, que cette *canaille*, ce tas de *gueux*, qui ont osé s'aviser qu'eux aussi étaient des hommes, et que pourtant ils avaient des droits comme vous à cette *commune liberté*; et s'il s'agissait surtout d'en venir à des exploits guerriers, un de vos preux *notables* tiendrait bien tête à des centaines de ces lâches *révoltés*, temoins les héros dont nous avons parlé ci-dessus!!!

Nous nous sommes aperçus que certains oligarques, qui ne sont pas à la vérité très-satisfaits du triomphe que leur cause vient de remporter, tiennent pourtant le *parti des rebelles*, c'est-à-dire le *peuple* pour vaincu. Nous prions ces sortes d'*orateurs* de bien se rappeler que nulle part, pas plus ou même moins encore en Vallais qu'ailleurs, le peuple ne saurait être vaincu quand il veut user de tous les moyens qui sont en sa puissance pour soutenir ou pour revendiquer ses droits, et que le contraire fût-il possible, les ennemis et les vainqueurs du peuple devraient encore bien méditer ces deux vers :

Vous ne réglez qu'un jour, tout vainqueur que vous êtes,
Si l'amour des vaincus n'assure vos conquêtes.

Or les arrestations faites, les vexations exercées, les enquêtes odieuses, etc., etc., ne nous semblent guère propres à gagner, à ceux qui se regardent comme vainqueurs, l'amour de ceux qu'ils croient vaincus, ni par conséquent à consolider leur prétendu triomphe.

Nous finissons cet écrit en priant le Gouvernement de vouloir bien excuser nos réflexions et d'y vouloir donner

quelque attention. Nous le prions pareillement de ne pas oublier que la générosité, la clémence, une bonté toute paternelle et surtout *la justice*, sont le plus bel apanage de ceux qui tiennent dans leurs mains le sort, les biens et les maux de ceux qui leur sont soumis, et que jamais la violence et l'injustice ne sauraient être de bonnes ménagères des gouvernements.

Post-Scriptum.

Victoire ! victoire ! la loi organique vient enfin d'être abolie !!!.....

Rendons, chers compatriotes, des actions de grâces à Dieu d'avoir inspiré à la majorité de nos députés à la Diète souveraine cette résolution, tardive à la vérité, mais dont les résultats ne doivent pas laisser de nous être encore bien précieux ; prions-le qu'il daigne conserver nos gouvernants dans de semblables dispositions pour l'avenir. Mais rappelons-nous que la Providence, qui dirige tous les événements, a suscité, pour amener un tel résultat, les braves Martignolins !

Honneur, gratitude et estime à ces bons amis, à ces chers frères ! qui, les premiers, n'ont pas craint de se montrer *libres* en présence d'un parti qui, suivant toute apparence, avait grande envie de nous asservir tous de plus en plus à son profit ! Pardonnons-lui généreusement, mais déclarons-lui en même temps que, s'il tentait de renouveler ses manœuvres pour nous réduire en esclavage, nous ne nous croirions pas obligés d'attendre aussi long-temps pour renouveler nos réclamations d'une manière au moins aussi forte que nous l'avons fait dernièrement.

Il est pourtant une chose à laquelle on s'attendait dans

doute de la loi *organique*, à vos *notabilités* tant anciennes que nouvelles. Dans ce cas, il vous faudra très-vraisemblablement renoncer à l'espoir de former une *grande armée*. Mais qu'importe? . . . votre petite troupe d'*élite privilégiée* vaut, à coup sûr, cent fois mieux que cette *grande réserve réprouvée et séditeuse*, que cette *canaille*, ce tas de *gueux*, qui ont osé s'aviser qu'eux aussi étaient des hommes, et que pourtant ils avaient des droits comme vous à cette *commune liberté*; et s'il s'agissait surtout d'en venir à des exploits guerriers, un de vos preux *notables* tiendrait bien tête à des centaines de ces lâches *révoltés*, temoins les héros dont nous avons parlé ci-dessus!!!

Nous nous sommes aperçus que certains oligarques, qui ne sont pas à la vérité très-satisfaits du triomphe que leur cause vient de remporter, tiennent pourtant le *parti des rebelles*, c'est-à-dire le *peuple* pour vaincu. Nous prions ces sortes d'*orateurs* de bien se rappeler que nulle part, pas plus ou même moins encore en Vallais qu'ailleurs, le peuple ne saurait être vaincu quand il veut user de tous les moyens qui sont en sa puissance pour soutenir ou pour revendiquer ses droits, et que le contraire fût-il possible, les ennemis et les vainqueurs du peuple devraient encore bien méditer ces deux vers :

Vous ne réglez qu'un jour, tout vainqueur que vous êtes,
Si l'amour des vaincus n'assure vos conquêtes.

Or les arrestations faites, les vexations exercées, les enquêtes odieuses, etc., etc., ne nous semblent guère propres à gagner, à ceux qui se regardent comme vainqueurs, l'amour de ceux qu'ils croient vaincus, ni par conséquent à consolider leur prétendu triomphe.

Nous finissons cet écrit en priant le Gouvernement de vouloir bien excuser nos réflexions et d'y vouloir donner

quelque attention. Nous le prions pareillement de ne pas oublier que la générosité, la clémence, une bonté toute paternelle et surtout *la justice*, sont le plus bel apanage de ceux qui tiennent dans leurs mains le sort, les biens et les maux de ceux qui leur sont soumis, et que jamais la violence et l'injustice ne sauraient être de bonnes ménagères des gouvernements.

Post-Scriptum.

Victoire ! victoire ! la loi organique vient enfin d'être abolie !!!.....

Rendons, chers compatriotes, des actions de grâces à Dieu d'avoir inspiré à la majorité de nos députés à la Diète souveraine cette résolution, tardive à la vérité, mais dont les résultats ne doivent pas laisser de nous être encore bien précieux ; prions-le qu'il daigne conserver nos gouvernants dans de semblables dispositions pour l'avenir. Mais rappelons-nous que la Providence, qui dirige tous les événements, a suscité, pour amener un tel résultat, les braves Martignolins !

Honneur, gratitude et estime à ces bons amis, à ces chers frères ! qui, les premiers, n'ont pas craint de se montrer *libres* en présence d'un parti qui, suivant toute apparence, avait grande envie de nous asservir tous de plus en plus à son profit ! Pardonnons-lui généreusement, mais déclarons-lui en même temps que, s'il tentait de renouveler ses manœuvres pour nous réduire en esclavage, nous ne nous croirions pas obligés d'attendre aussi long-temps pour renouveler nos réclamations d'une manière au moins aussi forte que nous l'avons fait dernièrement.

Il est pourtant une chose à laquelle on s'attendait dans

les circonstances présentes, et que la Diète n'a pas décrétée, le *renouvellement intégral* ou du moins des *deux tiers*, pour cette année, des membres des conseils communaux. Des hommes dignes de foi nous ont assuré que le renouvellement des deux tiers avait d'abord été adopté, mais que les machinations des mêmes hommes qui avaient déjà mis tout en œuvre pour faire conserver la loi dans toute son étendue, avaient fait révoquer cette détermination et arrêter le renouvellement d'un seul tiers. Jusqu'à quand la Haute-Diète se laissera-t-elle entraîner dans de faux pas par des hommes dont elle doit avoir appris à connaître depuis long-temps le sordide égoïsme !.....

Mais à quoi bon nous inquiéter d'un renouvellement intégral ou des deux tiers ? Puisque la Diète a *permis* aux membres des conseils communaux de donner leur démission, nous ne doutons pas que les démissionnaires ne s'empressent de nous fournir l'occasion de confirmer ou de renouveler *en entier* nos Conseils des communes.

Note. L'auteur de cet écrit ayant appris de diverses sources respectables, qu'outre les arrestations déjà faites, de nouvelles devaient avoir lieu ; qu'une nouvelle commission était nommée pour poursuivre et étendre les enquêtes, pour juger les prétendus rebelles ; que des amendes pécuniaires devaient peser sur les planteurs des arbres de la liberté, etc. : croit rendre service à sa patrie et au gouvernement, en priant celui-ci de faire démentir ces bruits ou ces nouvelles si elles sont fausses, de vouloir se montrer plus coulant et plus juste si elles sont vraies, et de ne pas donner suite à de nouvelles mesures de rigueur sans avoir préalablement fait voir que la justice et le zèle du bien public, et non l'esprit de parti et l'amour de la vengeance, président à ces sortes de mesures, de peur que les mouvements ne renaissent avec un caractère peut-être bien plus fâcheux que celui qu'ils ont eu dernièrement.

Il semblerait même que le gouvernement devrait être d'autant plus pressé à ne plus sévir contre personne et à se montrer dé-

sormais grand et généreux , qu'il lui sera bien difficile de justifier sa conduite passée dans cette affaire.

Il faut , en un mot , que le gouvernement se persuade bien que tout le monde sait , de nos jours , que si la soumission et la patience sont des devoirs pour ceux qui obéissent , la justice et la modération ne doivent pas être comptées pour rien dans ceux qui gouvernent.

FIN.





